

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 DECEMBRE 2013

Mairie
de
MOUSSY LE NEUF
Seine et Marne



L'an deux mil treize, Vendredi 20 décembre à 20 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance publique, sous la présidence de M. Bernard RIGAULT, Maire.

Etaient présents : MM LEROY, MORET, HOUET, ROUDAUT, Mme RADENNE, Adjoints au Maire, Mmes BLONDEEL, LE GARNEC, LUYCKFASSEL, MM AIGUIER, BRETON, MOMON, PERRIN, VOLONTE, Conseillers Municipaux,

Absents représentés : Mme BUGNON (pouvoir à M. ROUDAUT), Mme LE GAL (pouvoir à M. HOUET), Mme LE MAUX (pouvoir à M. MORET), Mme MAYOR-LANIQUE (pouvoir à Mme BLONDEEL), M. NICOLAS (pouvoir à M. LEROY), Mme RUSMANN (pouvoir à Mme RADENNE), M. SEDRAN (pouvoir à M. MOMON),

Absente : Mme MARTY

Date d'affichage de la convocation : 13/12/2013

Date d'affichage du compte rendu : 27/12/2013

Nombre de conseillers en exercice : 22 – **Présents** : 14 – **Votants** : 21 – **Absente** : 1

Secrétaire de séance : M. J.P BRETON

7/2.3 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN

M. le Maire expose au Conseil Municipal les dispositions du Code de l'Urbanisme permettant d'instituer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines et les zones d'urbanisation future du Plan Local d'Urbanisme.

Il rappelle que la commune dotée d'un P.L.U. opposable aux tiers peut instituer par délibération le droit de préemption urbain sur toutes les zones U et AU définies au P.L.U., conformément aux dispositions des articles L 221.1 et suivants et R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Vu la délibération en date du 20 décembre 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme.

M. le Maire propose au Conseil Municipal d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur le nouveau périmètre des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du P.L.U. ;

Il développe ensuite l'intérêt pour la commune de mettre en place un **Droit de Préemption Urbain** afin de :

- Faciliter la concrétisation des objectifs communaux de politique locale de l'habitat, et la réalisation d'équipements collectifs
- D'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- De favoriser le développement de loisirs et du tourisme
- De lutter contre l'insalubrité
- De sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels
- D'assurer l'harmonisation de ces actions ou toutes actions spécifiques entrant dans le cadre des actions définies à l'article L 300.1 du Code de l'Urbanisme.

M. le Maire rappelle que ce sera au Conseil Municipal de se prononcer pour chaque Déclaration d'Intention d'Aliéner (D.I.A.) et que les décisions de préemption devront être motivées.

APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

DECIDE d'instituer le droit de préemption urbain sur le nouveau périmètre des zones U et AU du P.L.U. telles que définies au plan joint :

CHARGE M. le Maire d'effectuer les démarches nécessaires à l'institution de ce droit, à savoir :

- Affichage en mairie de cette délibération pendant 1 mois
- Publicité dans 2 journaux diffusés dans le département

FERA diffuser une copie de cette délibération aux services concernés.

DELEGUE M. le Maire dans l'exercice de ce droit au nom de la commune.

Pour extrait conforme-
Le Maire
Bernard RIGAULT

